

Nouvelles locales des lundi 14 et mardi 15 décembre 2015

@rib News, 15/12/2015 | Droit de l'Homme - Une maman de Nyakabiga a été arrêtée ce matin. Marie Gorette Ndayipfukamiye, une maman de trois enfants a été arrêtée et embarquée ce mardi matin par la police dans le quartier de Nyakabiga 3 de la zone urbaine de Nyakabiga. Son mari Egide Niyubahwe est l'un des leaders du parti MSD dans la zone Nyakabiga. Il y a deux mois, il avait été la cible d'une attaque de la police et avait survécu à ses blessures. La famille et les proches craignent pour la sécurité de la jeune maman. Les défenseurs des droits humains condamnent sans réserve cette arrestation.

- Claver Mugwengezo, frère du Président d'honneur de l'UPD ZIGAMIBANGA et Porte-Parole du CNARED, Chauvineau Mugwengezo, a été arrêté cet après-midi à Rumonge. Il a été conduit vers Bujumbura à bord d'un véhicule sans immatriculation de la Documentation nationale. Les proches de M. Mugwengezo se disent très inquiets pour sa sécurité. - C'est ce mardi matin que s'est tenue la toute première audience publique des ex-hauts gradés militaires et policiers, tous accusés d'être à l'origine du putsch manqué du 13 Mai 2015. Le procès a débuté vers 10h30 à la cour d'appel de Gitega. Les avocats de certains prévenus (ils sont 28) comme Bernard Maingain et Ndayishimiye Jean Berchimas sont absents à l'audience. Toutefois, la section des droits de l'homme du BNUB (Bureau des Nations Unies au Burundi) et la CNIDH (Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme) y sont représentés. - Ce mardi l'audience publique des présumés putschistes du 13 mai va se poursuivre. 7 des 28 prévenus vont comparaître. Hier, la Cour a insisté sur les conditions de détention des prévenus pendant la durée du procès et le respect de leurs droits. Ce mardi, les policiers resteront à l'extérieur contrairement à ce qui s'est passé hier. En effet, la salle de débats était remplie de policiers. Une situation que les accusés et leurs avocats ont qualifié d'inacceptable. La Cour a accusé les avocats du général Cyrille Ndayirukiye. Il s'agit de Me Bernard Maingain, Onesime Kabayabaya et Lambert Nsabimana. L'intéressé est contraint de trouver de nouveaux avocats et l'audience a été suspendue pour reprendre ce vendredi. | Sécurité - Toute la journée de samedi et dimanche des affrontements ont opposé un groupe d'hommes armés aux forces de l'ordre sur la colline de Gicumbi, zone de Rusabagi, commune Burambi de la province Rumonge. La police dit avoir arrêté quatre combattants. Elle a aussi effectué plusieurs saisies d'armes : 8 fusils, un RPG, une mitrailleuse, et beaucoup de cartouches. Par ailleurs 16 personnes soupçonnées de collaborer aux attaques de Burambi sont détenues au cachot de la police de Rumonge. L'un d'eux, Claver Mugwengezo a dénoncé son arrestation à Rumonge. Il affirme être étranger à ces attaques. La police a opéré une perquisition chez lui à Busaga ce samedi mais aucune arme n'a été saisie. Des coups de feu ont également été entendus à Kurondera, zone de Kigwena commune et province de Rumonge). C'était la nuit de ce lundi à mardi dernière sans faire de dégâts. Rappelons que dans la commune de Matana, des hommes armés ont attaqué dans ce week-end le poste de police situé tout près du bureau communal. Les forces de l'ordre sont toujours à la poursuite de groupes armés, s'est contenté d'indiquer une source sécuritaire. - Suite à l'insécurité dans la capitale burundaise, 79 personnes civiles (combattants selon le pouvoir) ont été tuées, 4 policiers tués, 4 militaires tués, 45 combattants capturés. Tel est le bilan des attaques des camps militaires vendredi dernier communiqué par l'armée burundaise. Sont incorporés dans ces 79 tués les jeunes gens qui ont péri dans les différents quartiers populaires de la capitale dont Nyakabika et Musaga. Le porte-parole de l'armée burundaise se borne à les qualifier "d'ennemis". Mais il refuse de s'exprimer sur les circonstances des décès. Beaucoup de ces jeunes ont été exécutés d'une balle dans la tête. Certains ont été retrouvés ligotés les mains dans le dos. D'après les témoignages recueillis sur place, nous sommes en mesure d'affirmer que les exactions ont été perpétrées plusieurs heures après les attaques des camps militaires. - Human Right Watch a demandé hier une enquête indépendante sur les tueries. L'organisation américaine qui estime le nombre de morts à une centaine a indiqué ne pas avoir confiance dans les autorités judiciaires burundaises qu'elle juge corrompues. HRW réclame la venue d'enquêteurs étrangers au Burundi. La municipalité de Bujumbura a fait enlever dès samedi matin les cadavres qui jonchaient les rues prétextant d'un risque de maladies. Personne ne sait où ces derniers ont été transférés ou enterrés. À aucun moment, les agents de l'ONU et du CICR (Croix Rouge burundaise) n'ont pu s'approcher de la tragédie qui venait de se jouer. Les autorités de Bujumbura semblent avoir mis tout en œuvre pour tenter de maintenir un huis-clos autour de cette sinistre journée du 12 décembre 2015.